

Globale

Dossier
À la recherche
de l'ultra-gauche

12

ÉTÉ 2010

Sécurité

Bernard BAJOLET
Renseignement, l'état de la réforme

L'ultra-gauche : le retour des autonomes ?

Jean-François DAGUZAN

Directeur de la revue Sécurité globale.

*« Sous quelque angle qu'on le prenne, le présent est sans issue. »
(L'insurrection qui vient, La Fabrique, 2007, p. 7)*

En 2008, l'affaire dite « de Tarnac », visant à empêcher les sabotages contre les lignes de TGV, conduisit à l'arrestation dans ce petit village, de Julien Coupat et Yldune Lévy considérés comme les chefs d'un noyau autonome qualifiés par les autorités « d'organisation terroriste ». Ces deux personnes, longtemps maintenues en garde à vue et désormais sous contrôle judiciaire, se sont vues attribuer un traitement des plus sévères dont le jugement dira s'il était justifié ou non. Cet événement qui fit les gros titres des journaux, a mis sur le devant

de la scène la notion « d'ultra-gauche ». Ce terme, dramatisé par les médias avec le secours des autorités du ministère de l'Intérieur (dont la ministre, Mme Alliot-Marie elle-même), se voulait l'expression d'un mouvement plus à gauche que l'extrême gauche – dont l'évocation nous suffisait bien jusqu'à ce jour – et supposé porteur d'une violence supérieure en devenir.

Pourquoi un tel concept émergeait-il à ce moment-là ? Ceux qui suivent les questions

politiques françaises, et notamment les mouvements extrémistes et/ou alternatifs, avaient lu le livre de Christophe Bourseiller *Histoire générale de l'ultra-gauche* ; mais comment passait-on du cénacle au succès médiatique ? On peut y voir un phénomène sociologique d'usure sémantique. De fait, d'aucuns sont venus à considérer soit que les partis « traditionnels » de l'extrême gauche française s'étaient embourgeoisés en rentrant dans le jeu politique, soit que les groupes des années 1970-1980 s'étaient dilués dans des mouvements alternatifs de revendication catégorielle (sans-papiers, sans-logis, etc.) et, par là que cette « extrême » ne l'était plus vraiment. On peut y voir également la recherche d'un effet choc du côté des forces de l'ordre pour terroriser le bourgeois – pas rapidement franchi par tous les blogs extrémistes ou alternatifs de l'hexagone qui ont même trouvé leur auteur : Alain Bauer. Ou, enfin, l'expression d'un ensemble de mouvements disparates se réappropriant les oripeaux idéologiques de leurs aînés et prêts à opposer une nouvelle philosophie politique au libéralisme triomphant/déclinant de ce temps de crise. C'est pour cette raison que nous avons souhaité interroger cette notion d'ultra-gauche pour en tester la pertinence, voire la « dangerosité ». Car le cas médiatique « Tarnac » (au-delà de sa réalité tangible qui ne pourra être établie qu'à l'issue du jugement) n'est pas la seule manifestation d'un activisme renouvelé¹. Les violences des Black Blocs à l'occasion de sommets ou de conférences internationales (ou même d'événements locaux comme à Poitiers en 2009) sont désormais une réalité impliquant la mise en oeuvre de considérables moyens humains et techniques pour les contrer. Il y a bien

un ou des mouvements qui émergent désormais après une décennie d'atonie, mais que veulent-ils vraiment dire ?

De l'extrême gauche à l'ultra-gauche : la perte des repères de la première moitié du XX^e siècle

La crise des nationalismes et du politique qui se développe après le traité de Vienne et l'échec du modèle napoléonien ouvre le champ pour un renouveau de la politique. Marx et le marxisme révolutionnent le rapport de l'homme à la société en mettant celui-ci au cœur des relations économiques. Les anarchistes, français puis russes, puis encore italiens et européens proposent au trop de tyrannie et de pouvoir conservateur le « non-État » et contestent les pouvoirs en place par la violence. Après 1917, la révolution russe et le bolchevisme puis le stalinisme ouvrent une deuxième voie de contestation à une partie de la gauche communiste qui se sent frustrée de « sa » révolution².

Après 1945, l'extrême gauche française s'est articulée autour de plusieurs événements historiques qui vont permettre de cristalliser une contestation violente de situations subies. Les mouvements de résistance qui se déploient au cours de la Seconde Guerre mondiale vont faciliter la formation des groupuscules « contestataires » – comme on les nommera après Mai 68.

Avant 1968 : divergences mais cohérence

Avant 1968, la violence politique d'extrême gauche se cristallise autour de mots d'ordres bien identifiés. Elle conteste l'ordre établi par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale – celui du monde démocratique, libéral et capitaliste et aussi celui du monde soviétique. Ces éléments sont les suivants :

- la décolonisation conduite les armes à la main (pour la France, la guerre d'Algérie) est déterminante ;
- la critique d'un communisme « administratif » et totalitaire symbolisé par l'Union soviétique et ses satellites ;
- la critique de la société capitaliste, bourgeoise et réactionnaire dont les États-Unis et les « vieilles démocraties » sont les symboles et de son caractère « répressif » qui interdit l'expression des désirs.

Des écoles « traditionnelles » servent de référent à ces mouvements, d'autres se créent sur des bases syncrétiques spontanées. Les écoles traditionnelles sont :

- le courant anarchiste (français, italien et surtout espagnol qui a conservé, dans l'esprit des militants, le romantisme de la guerre d'Espagne mais continue le combat depuis la France) ;
- le courant communiste critique, d'abord trotskiste puis maoïste ;
- les courants pacifistes.

Parallèlement, des mouvements syncrétiques apparaissent à partir de critiques radicales de la situation économique et sociale de la société capitaliste (*Peace and Love*, pacifistes et *Weathermen* – un peu

plus tard – américains produits par la guerre du Vietnam) et du modèle soviétique :

- les situationnistes ;
- les communistes critiques : Socialisme ou Barbarie (Castoriadis, Lefort) ; Parti communiste internationaliste, et bien d'autres³ ;
- les autonomes.

Après 1968 : les « cent fleurs »

Mai 68 a appelé à l'imagination. Si l'anarchie et surtout le communisme demeurent une référence, les acteurs (« activistes ») de l'époque sont à la recherche d'autres voies. Le situationnisme va donner, volontairement ou non, les outils conceptuels d'un rejet radical de la société en dehors des schémas classiques. De ce point de vue, le petit groupe formé autour de Guy Debord, qui se dissout en 1972, aura un impact théorique et opérationnel majeur puisque, d'une manière ou d'une autre, les acteurs de l'Autonomie s'y référeront consciemment ou inconsciemment. Certains faisant un mélange syncrétique du situationnisme et des outils conceptuels de la révolution (guevarisme, marighellisme, maoïsme, etc.⁴). Le situationnisme dénonce un pouvoir qui, pour exister, propose le rideau de fumée d'une « société du spectacle », masque de la réalité du contrôle des esprits⁵. Sa proposition est, d'une part d'être lucide (c'est-à-dire comprendre la nature du « spectacle ») ; d'autre part de le détourner (en utilisant ses codes et ses références sociales, sexuelles et surtout culturelles). Son rapport à l'action violente n'est pas très clair⁶. Mais dans une certaine mesure, Debord et sa petite équipe ouvrent la porte à une révolte individuelle qui

aura plus d'impact que tous les courants anarchistes réunis.

Les mouvements alternatifs (avec la naissance de l'écologie politique) seront la voie qui va monter en puissance en passant de l'alternatif au champ politique traditionnel – à la rare exception des cas extrêmes d'écoterrorisme. À partir des noyaux écologistes d'Europe du Nord (notamment allemands) un véritable courant politique naît. Daniel Cohn-Bendit sera la personnalité la plus éclatante issue de ce très riche magma conceptuel des années 1970.

Les autonomes : de l'amour aux champs à la révolte armée

22

Le mouvement autonome naît avant 1968 mais se déploie au cours des années 1970 jusqu'à disparaître ou muter à la fin des années 1980. Cette notion d'autonomie en France est d'autant plus importante que le mouvement politique d'extrême gauche le plus susceptible d'organiser la « lutte armée » décide d'y renoncer, contrairement à ses « homologues » allemands ou italiens. La Gauche prolétarienne (GP), parti maoïste dont Benny Lévy fut un des idéologues, s'autodissout en 1974 sur le constat de l'échec de ce mouvement face aux nouveaux types de lutte de l'époque (Lip et l'autogestion⁷) en France ; et aux nouveaux fronts internationaux (le conflit israélo-palestinien commence à déchirer la gauche française). À partir de là des individus ou groupuscules font des choix plus individuels et, pour certains, plus radicaux.⁸

Sébastien Schifres définit l'Autonomie « comme le fait pour le prolétariat de s'organiser dans sa lutte, à la fois en dehors des structures institutionnelles, et en opposition avec le cadre légal imposé par l'État »⁹. Sur la période qui nous intéresse, il précise : « à partir de 1973, l'Autonomie désigne une tendance de l'extrême gauche, qu'il faut impérativement distinguer de l'autonomie en tant que pratique de lutte. [...] Certaines composantes de la tendance politique refusent d'apparaître en tant qu'identité politique et aspirent à fusionner avec les pratiques. Mais cette aspiration à l'invisibilité n'empêche pas ces composantes politiques de pouvoir être identifiées comme telles »¹⁰. Il s'agit donc d'une philosophie de l'action qui entretient un rapport complexe à l'organisation. Comme le note Bob Nadoulek : « Il s'agit d'une mise en acte immédiate du communisme, comme projet politique, à travers l'autogestion sociale et ses instances de coordination »¹¹. De fait, l'autonomie sera et est toujours confrontée à cette aporie : comment s'organiser sans être organisé !

Pour ce faire, certaines de ces tendances visent à s'extraire du champ politique classique de la « société » en créant des pratiques alternatives (vie en collectivité, autarcie, troc – c'est l'approche « Larzac »¹²) réellement « autonomes » des conventions majoritaires alors que d'autres s'engagent dans la contestation de ladite société – y compris par les armes. C'est cette diversité conceptuelle, mis à part un consensus sur le rejet, qui rend ce (ces ?) mouvement difficilement appréhendable dans sa globalité.

En Italie, les premiers concepts autonomistes trouvent leur source dans « l'opéraïsme » au début des années 1960, mouvement qui met « en avant le refus du travail et le communisme immédiat comme moteur de la lutte des classes »¹³. En France, la critique du totalitarisme soviétique, de l'impasse du PC et les travaux du situationnisme pré-soixante-huitard ouvrent une perspective politique nouvelle après 1968. Les mouvements autonomes abritent les post-situationnistes, les « maoïstes spontanéistes ou *mao-spontex* » ou bien « militaristes » issue de l'ex-Gauche prolétarienne, mais aussi les libertaires (« anars décalés » ou *Refuzniks* de toutes les idéologies sauf du « jouissez sans entraves »). Les mouvements se multiplient : *Marge* de Gérard Dittmar et Jacques Lesage de La Haye (1974) ; *Camarades* de Yann Moulier-Boutang (1974) ; ceux que Schifres appellent les « désirants », recherchant davantage une libération par « l'éthique de soi » développée dans les derniers travaux de Michel Foucault que par la violence politique proprement dite. Par la pratique des arts martiaux, Bob Nadoulek propose un modèle de l'Autonomie où le combat est une philosophie désespérée mais dynamique et gaie : « De toute façon on se battra quand même, pas parce qu'on croit pouvoir gagner, parce qu'on aime le mouvement, la vitesse, parce qu'on a une fièvre impossible à négocier... »¹⁴

Parmi les tenants de la voie « militariste » se distingue, celle qui va assassiner le vigile Jean-Antoine Tramoni : les NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire). Plus tard, ils rejoindront les GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationalistes). Cette fusion débouchera

ensuite vers Action directe. Caractéristiques de cette époque, les mouvements prennent les noms les plus originaux et éphémères (souvent en fonction d'un événement ou d'une action conduite) – à la fois pour dérouter la police et montrer la richesse du mouvement (Les guérilleros du plaisir, Marée noire, Groupe pour l'extension du premier mai aux jours suivants, Les Bombeuses à chapeau, les Piratélés, les Brigades autonomes révolutionnaires, CARLOS, Os Cangaceiros, etc.)¹⁵.

Cependant, la floraison conceptuelle et activiste des années 1970-1980 arrive rapidement au bout du rouleau. Les mouvements structurés – déjà petits – éclatent en myriades de groupuscules qui cherchent leur voie personnelle en bricolant un syncrétisme politique censé répondre aux désirs multiples et parfois contradictoires de ses défenseurs.

Christophe Bourseiller, dans son livre, enterre l'ultra-gauche avec ces mots :

« Pourquoi une telle désintégration ?

Sans doute doit-on avant tout insister sur le facteur de la diversité. L'ultra-gauche en tant que telle n'a jamais existé. Mieux vaudrait évoquer une mosaïque de minicourants, pas toujours d'accord entre eux. Mais la division ne saurait tout justifier. La mort s'explique en somme par trois causes principales.

- Première cause : la chute de l'Union soviétique. Dès les années 1920, les gauches se distinguent par un vigoureux anti-bolchevisme [...] au point de tourner parfois au "communisme anticommuniste". En tout état de cause, elle constitue un élément fédérateur. [...] les "ultra-gauches"

ont perdu à la fois leur principal adversaire et leur raison d'être.

- Deuxième cause : le discrédit "révisionniste". L'adoption par les "modernistes" des thèses niant le génocide a complètement ruiné le capital de sympathie engrangé par les milieux intellectuels¹⁶. Le courant conseilleriste, qui passait pour lucide et novateur, s'est retrouvé subitement au coude à coude avec l'extrême droite la plus nauséabonde. [...] En dépit de ses apports décisifs, "l'ultra-gauche" s'est pour ainsi dire "suicidée" à l'aube des années 1980.

- Troisième cause : la revisitation est terminée. Partant d'une critique du léninisme ; les "ultra-gauches" ont successivement questionné le bolchevisme, le marxisme, puis la politique elle-même. La critique du politique et la réflexion sur la vie quotidienne ne pouvaient déboucher que sur une autre pensée détachée de tout référent "gauchiste", voire communiste. Ce qui s'élabore actuellement chez les "enfants" des situationnistes défie ainsi les lois de la classification. *L'Encyclopédie des nuisances* se place dans un au-delà du politique qui questionne l'individu et son rapport au monde. Ce regard philosophique n'a plus rien de "marxiste" ni de "post-marxiste"¹⁷.

L'Autonomie après 1990 : fragmentation groupusculaire et la dérive du politique à la lutte contre l'injustice

Qu'est devenue « l'ultra-gauche » après l'enterrement de l'orée des années 1990 décrit par Bourseiller ? Xavier Crettiez et Isabelle Sommier ont dirigé en 2006

un annuaire des mouvements politiques alternatifs, *La France rebelle* qui montre, de façon très claire et pédagogique, l'extraordinaire diversité du phénomène de contestation en France, toutes origines confondues¹⁸.

Ces deux auteurs font bien apparaître que les mouvements autonomes s'orientent avant tout à la fin des années 1980, vers la lutte contre le fascisme, avec des groupes comme Ras L'Front et SCALP¹⁹ ou vers la défense des exclus (sans-papiers, sans-logis, immigrés, exclus, discriminés sexuellement, etc.). La plupart de ces mouvements sont globalement non violents et utilisent l'*agit-prop* pour témoigner de la cause qu'ils défendent. La lutte des classes cède la place à la lutte contre l'injustice qui résume l'essentiel de toute l'action collective. Certains groupes se tournent vers l'écologie politique « classique » à la recherche de voies différentes – comme le courant libertarien d'origine américaine –. La critique de l'économie libérale et du modèle américain va faire émerger un courant anti-libéral prônant pour certains une autre voie économique (solidarisme, système de troc, etc.). Au plan politique pur, les mouvements alternatifs tentent de proposer une voie nouvelle et investissent aussi l'action syndicale (SUD). Autour de ce mouvement naissent des initiatives locales couronnées de succès (les Motivé-e-s de Toulouse, les organisations « citoyennes », le Collectif national du 29 mai, Voter Y, etc.).²⁰

La majorité de ces groupes sont essentiellement dans la non-violence. Cependant, une contestation n'ayant pas peur de la confrontation brutale émerge

au niveau européen autour de la publicité « négative » organisée à l'occasion des conférences G8. Les Black Blocs apparaissent médiatiquement de façon brutale à l'occasion du sommet de Gênes en 2001 où un militant est tué durant de très violents affrontements avec les forces de l'ordre. Le pillage des magasins de marque fait également partie de leurs pratiques « politiques »²¹. Mouvement non constitué, les Black Blocs sont symptomatiques de l'éclatement des mouvements antérieurs et du repli du politique sur la sphère réduite de slogans simplifiés (abolition du capitalisme, de l'État, de toutes les formes de hiérarchie et d'oppression)²². « Plus sûrement » notent Crettiez et Sommier, « il faut y voir des petits groupes variés, qui ne se connaissent généralement pas (ou pas tous) entre eux, constitués de nationalités variées aux liens amicaux antérieurs [...] et partageant une sensibilité anarchiste qui les amène à justifier le recours à la violence contre les biens à l'occasion des mobilisations. Ils visent de façon privilégiée les “symboles du capitalisme” d'aujourd'hui : banques et surtout enseignes de multinationales [...] Le pillage des magasins est principalement justifié comme relevant de la réappropriation sur le vol capitaliste [...]. La violence est pour eux une réponse légitime à une violence bien supérieure inhérente au système capitaliste »²³.

Il manquait à cette galaxie groupusculaire un manifeste qui synthétise le « désir » politique en devenir. Le livre *L'insurrection qui vient* est-il la plateforme politique de la nouvelle Autonomie ?

« L'insurrection qui vient » : patchwork conceptuel d'un appel à la rébellion

L'arrestation du groupe dit « de Tarnac » après les sabotages des lignes de TGV en 2008, donna un lustre et un retentissement soudains, à un petit livre signé d'un « Comité invisible », *L'insurrection qui vient*. Ce livre se veut un manifeste de l'autonomie « moderne ». Il regroupe la critique de la société libérale et propose les outils pour s'en libérer. Ceux-ci ne sont pas tous pacifiques.

« “Devenir autonome”, cela pourrait vouloir dire, aussi bien : apprendre à se battre dans la rue, à s'accaparer des maisons vides, à ne pas travailler, à s'aimer follement et à voler dans les magasins. » (p. 26) ;

« Qu'elles deviennent méthodiques, qu'elles se systématisent, et les incivilités confluent dans une guérilla diffuse, efficace, qui nous rend à notre ingouvernabilité, à notre indiscipline primordiales. » (p. 100) ;

« Décider la mort de la civilisation, prendre en main *comment* cela arrive : seule la décision nous délestera du cadavre. » (p. 80) ;

« La visibilité est à fuir. Mais une force qui s'aggrave dans l'ombre ne peut l'esquiver à jamais. [...] Soit nous sommes en état de pulvériser son règne à brève échéance, soit c'est lui qui sans tarder nous écrase. » (p. 103) ;

« Il n'y a pas d'insurrection pacifique. Les armes sont nécessaires : il s'agit de tout faire pour en rendre l'usage superflu. » (p. 118) ;

« En vérité, la question pacifiste ne se pose sérieusement que pour qui a le pouvoir de faire feu. » (p. 118) ;

« D'un point de vue stratégique, l'action indirecte, asymétrique, semble la plus payante, la plus adaptée à l'époque : on n'attaque pas frontalement une armée d'occupation. » (p. 119).

Le petit florilège que nous présentons reprend *grosso modo* toute la vulgate autonomiste depuis les années 1970 : les « espaces libérés » (le squat comme espace de lutte), « l'autarcie économique » (contourner l'argent et les échanges de production capitalistiques), le réseau contre la pyramide des pouvoirs, « le désir », « la lutte armée »... Finalement, avec l'affaire de Tarnac, l'insurrection qui vient devint le *best seller* médiatico-policier de l'année 2008-2009. D'opuscule confidentiel pour public d'initiés, ce petit livre est-il en train de devenir un manifeste ? L'avenir nous le dira.

Demain : vers le retour de la violence politique

*L'avenir est un chien crevé
sous un meuble,*
Bernard Lavilliers (*La Peur*)

Le panorama de l'ultra-gauche est-il différent en 2010 de ce qu'il était à l'orée du XX^e siècle ? La fragmentation était la

régle ; elle devrait le demeurer. De son côté, l'extrême gauche traditionnelle (les partis trotskistes) n'a pas réussi de percée politique significative contrairement à ses espoirs. Il n'est pas sûr que le Nouveau parti anticapitaliste survive à ce naufrage – qui est en partie le fruit d'un défaut d'analyse politique – (on pense au Parti révolutionnaire institutionnel mexicain dont le titre résumait efficacement la pensée).

En revanche, la période devrait favoriser l'émergence de groupes autoproclamés, parfois sans programme ni but précis sauf le rejet de ce qui existe. La crise – qui ne fait que commencer – n'est pas seulement économique et financière. Il s'agit d'une crise de système. Le modèle libéral absolu né de la victoire par défaut sur l'Union soviétique en 1990 a vécu. Sous cette forme il aura tenu vingt ans – (trente si on le fait remonter au tatchero-reaganisme).

La contestation de ce système devrait donc s'accroître au fur et à mesure d'un ressentiment croissant de « toutes » les classes sociales – ce qui est nouveau car les enfants de la bourgeoisie vivront moins bien que leurs parents. Face à cela, aucun parti traditionnel n'est capable de capitaliser l'opposition pour offrir une alternative. D'une certaine manière, la victoire de la gauche en 1981 éteignait ce qui restait de révolte disponible après les années 1960-1970 – seul le microgroupe Action directe poursuivra la lutte armée quelques temps – et joua le rôle de catharsis politique.

Même dans l'hypothèse où la gauche reviendrait au pouvoir rapidement, jamais cet événement ne pourrait emporter le rôle symbolique de celui de 1981.

Il ne reste donc comme exutoire à la pensée anti-libérale et/ou autonome que le repli communautaire ou la violence. Il est vraisemblable que ce soit plutôt cette dernière voie qui devrait progressivement s'imposer.

Internet a réouvert un espace considérable à l'Autonomie. La remise en cause de la pensée unique – considérée comme contrôlant l'espace médiatique traditionnel – a conduit à l'émergence de « cents fleurs » électroniques (pour reprendre la phraséologie maoïste). Toute parole individuelle vaut la parole du politique, de l'intellectuel ou de l'expert. « Il est un autre domaine où l'altermondialisme pose d'intéressantes questions. C'est celui de l'organisation. Le courant fonctionne en réseau de manière horizontale. [...] La quête de la démocratie directe, qui passe par le réseau, implique de s'interroger sur l'articulation de l'individuel et du collectif »²⁴. Les blogs, chats et autres réseaux communautaires s'organisent de façon aléatoire autour d'un système large et l'axe de valeurs qui peut se concrétiser tangiblement ou non. De ce point de vue, le groupe de Tarnac est un bon exemple de ce modèle au plan tangible.

Dans un article précédent, on a montré que l'époque était à « l'épanouissement » d'un terrorisme « sociétal » ou catégoriel²⁵. Cette forme particulière de terrorisme (*One cause terrorism* selon la typologie anglo-saxonne) trouve sa réalisation en raison du scandale supposé d'une situation considérée comme insupportable par son ou ses défenseur(s) (protection des animaux, *Pro-life*, environnement, sans-papiers, altermondialisme, etc.) ; celui-ci

rejoignant le terrorisme de désespoir lié à la disparition des outils de travail (menace de destruction de sites ou de l'environnement ; prise d'otages, etc.). Or le durcissement des conditions de vie alliée à la réduction drastique des moyens d'un État qui sera de plus en plus politiquement démonétisé devrait produire une aggravation significative du recours à cette violence visant indistinctement les moyens de production, les symboles de l'État et leurs représentants.

Il ne semble pas cependant que cette violence soit organisée ou organisable à un niveau hiérarchique. En matière de violence urbaine, il est plus vraisemblable d'imaginer des phénomènes éruptifs à partir d'événements symboliques dont s'empareraient les groupuscules. Ceci étant, la capacité de mobilisation de la toile est de plus en plus importante. On l'a vu à l'occasion du phénomène des « apéros géants », mais aussi lors de manifestations violentes autour des réunions du G8 ou de celle de Poitiers (manifestation anticarcérale ultraviolente du 10 octobre 2009) qui, à bien des égards, peut représenter un prototype pour l'avenir. Ces réflexions valent dans le domaine du terrorisme pur. Le sentiment de régression, d'abandon, de plongée dans la misère devrait s'accompagner du développement d'actes désespérés de toute nature ou détourner l'agressivité des personnes vers des causes catégorielles jusqu'au-boutistes. Mais cette violence ne devrait pas être l'apanage de l'ultra-gauche. « L'ultra-droite » devrait également avoir un rôle à jouer dans cette affaire. Les années qui s'annoncent risquent d'être agitées...

Notes

1. Voir le dossier de *Libération*, « Révélations sur Tarnac. L'enquête à grande vitesse », lundi 2 novembre 2009, pp. 1-4.
2. Voir Daniel Guérin, *Pour un communisme libertaire*, Spartacus, Paris, 2003.
3. Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003, pp. 465-475.
4. Tenants des idées pan-révolutionnaires du Che ou de Carlos Marighella, théoricien brésilien de la guérilla urbaine ; *Manuel du guérillero urbain*, Libertaria, Paris, 2009.
5. Guy Debord, *La société du spectacle*, (deuxième édition), Éditions Champ Libre, Paris, 1971.
6. Voir notamment, Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, Paris, 1967, pp. 279-283 ; et surtout sous le pseudonyme de Ratgeb, *De la grève sauvage à l'autogestion généralisée*, Union générale d'éditions, Paris, 1974 : « Le sabotage est plus intéressant que le bricolage, le jardinage, ou le tiercé », cité par Christophe Bourseiller, *op. cit.*, p. 400.
7. En 1974, la première entreprise de montres françaises, Lip, dépose son bilan pour défaut de gestion de l'héritier patrimonial. Les employés refusent leur sort, s'emparent des stocks de montres et de l'outil de production et tente de mettre en place un modèle d'autogestion qui survivra un temps et emportera les espoirs des théoriciens de ce modèle politico-économique alternatif au capitalisme et au collectivisme.
8. Voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 2. Les années de poudre*, Points actuels, Le Seuil, Paris, 1988, pp. 493-530.
9. Sébastien Schifres, *Le mouvement autonome en Italie et en France (1963-1979)*, Introduction, p. 1, <http://sebastien.schifres.free.fr/master.introduction.htm>
10. *Idem.*
11. Bob Nadoulek, *Violence au fil d'Ariane, du karaté à l'autonomie politique*, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1977, pp. 250-251.
12. Au début des années 1970, le gouvernement décide l'extension du camp du Larzac (Aveyron) pour en faire le plus grand champ de manœuvre de chars d'assaut d'Europe. La mobilisation contre cette extension est gigantesque réunissant toutes les formes de lutte alternatives (autonomes, adeptes du retour à la terre, régionalistes, indépendantistes, partis politiques de gauche traditionnels). Les marches succèdent aux *happenings* et aux concerts. Le leader paysan et écologiste José Bové est le fruit de ce mouvement qui l'amènera à créer sa bergerie sur le plateau du même nom.
13. Sébastien Schifres, *op. cit.*, p. 1.
14. Bob Nadoulek, *L'iceberg des autonomes*, Kesselring éditeur, Paris, 1979, p. 237.
15. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Ultragauche>
16. Il s'agit notamment de la mouvance tournant autour de la « Vieille Taupe », librairie parisienne qui sombra dans un antisémitisme de plus en plus radical autour des affaires Faurisson et Rassinier vues comme une opportunité stratégique par ses leaders ; Christophe Bourseiller, *op. cit.*, pp. 436-451.
17. *Ibid.*, pp. 502-503
18. Xavier Crettiez et Isabelle Sommier (dir.), *La France rebelle, tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Éditions Michalon, 698 p.
19. Section carrément anti-Le Pen.
20. Xavier Crettiez et Isabelle Sommier (dir.), *op. cit.*, pp. 1999-1215.
21. Voir Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs, la liberté et l'égalité se manifestent*, Instinct de liberté, Lux 2007, Montréal, 249 p.
22. Voir Éric Denécé, « La nébuleuse contestataire de l'anti-mondialisation », *Revue de la Gendarmerie nationale*, n° 239, septembre 2009, pp. 81-86.
23. Xavier Crettiez et Isabelle Sommier (dir.), *op. cit.*, p. 654.

24. Christophe Bourseiller, *À gauche, toute ! Trotskistes, néo-staliniens, libertaires, « ultra-gauche », situationnistes, altermondialistes...*, CNRS-Éditions, Paris, 2010, p. 59.

25. « Le terrorisme sociétal, un problème montant ? », *Revue de la Gendarmerie nationale*, n°239, septembre 2009, p. 75-80.

Résumé

Ultra-médiatisée avec l'affaire « de Tarnac », cet article cherche à analyser le retour éventuel d'une ultra-gauche politique. Derrière le bruit de fond médiatique d'un événement qui risque d'avoir fait long feu, on interroge le discours et la réémergence d'un mouvement (ou de mouvements) qui trouvèrent leur apogée à la fin des années 1970. Les mouvements autonomistes (dits « l'ultra-gauche ») sont-ils les héritiers des autonomes post-soixante-huitards ou assiste-t-on à l'émergence de nouvelles formes de révolte ? L'apparition brutale des Black Blocs depuis le début des années 2000, semble indiquer que l'affaire n'est pas close et que l'aggravation de la crise économique et de société française pourrait favoriser le développement de ce phénomène.

Abstract

The « Tarnac » affair gave a large echo to the concept of “Ultra-Left”. Beyond the buzz, regarding a supposed short event, the paper aims to question the narrative and the rebirth of a movement (or movements) which became very active by the end of the seventies. Are the Autonomy movements (now called “Ultra-Left”) heirs of the post-1968's Autonomes or, on the other hand should we assist to the awakening of new form of revolt? The violent Black Blocks' spread of seems to show that the affair is not close and the fact that the increasing social and economy French's crisis should improve its developments.